



POUR L'AUGMENTATION DES SALAIRES ET DES PENSIONS, POUR LA DÉFENSE DES EMPLOIS ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL, POUR LES DROITS ET LIBERTÉS DE TOUS LES SALARIÉS, TOUS EN GRÈVE ET EN MANIFESTATION LE 27 JANVIER !

En ce début d'année 2022, le contexte social et économique reste difficile pour les salariés, actifs et demandeurs d'emploi, les jeunes et les retraités : tout augmente (les prix des produits de première nécessité, de l'énergie, de l'alimentation...) sauf les salaires, les pensions, les aides et allocations.

Dans l'Aisne, cette situation pèse d'autant plus que les difficultés sociales et économiques y sont souvent plus accentuées qu'au plan régional et national : au 3^{ème} trimestre 2021, le taux de chômage y atteignait 11.5 %, contre 9,7 % pour les Hauts de France et 7,9 % pour la France métropolitaine (près de 30 % des jeunes, entre 15 et 24 ans, sont concernés).

Dans un tel contexte l'augmentation des salaires et l'emploi sont au centre des préoccupations, et ce d'autant plus que le gouvernement persiste à bloquer les salaires des fonctionnaires via le gel du point d'indice, que dans nombre d'entreprises du privé les salaires stagnent, et que le niveau des pensions ne cesse de baisser.

Cette situation est d'autant plus inacceptable que selon le journal *Le Monde* du 26 décembre « après une année 2020 marquée au fer rouge par la crise sanitaire, (...) les résultats des entreprises, dopés par les plans de soutien des Etats, sont repartis à la hausse en 2021 », ce qui a permis aux mieux cotées d'entre elles de distribuer 52 milliards d'euros de dividendes « sous taxés » à leurs actionnaires pour cette même année 2021.

C'est d'autant plus inacceptable qu'à la faveur de la crise sanitaire, et tandis qu'il continuait à supprimer des lits d'hôpitaux (5 700 suppressions en 2020, plus de 17 000 en cinq ans), le gouvernement a poursuivi ses contre-réformes attaquant les droits et garanties collectifs des travailleurs, tout en multipliant les mesures dégradant les libertés publiques et renforçant le contrôle et la répression de la population.

Ainsi, les organisations syndicales CGT, FO, FSU et Solidaires de l'Aisne condamnent le maintien par le gouvernement de sa réforme de l'assurance chômage qui aggrave la précarité de milliers de demandeurs d'emploi en durcissant l'accès aux allocations et en réduisant leur montant. De même, elles condamnent les contre-réformes en cours dans le cadre de la loi de transformation de la Fonction publique, détruisant les statuts et les emplois de fonctionnaires et renforçant les inégalités dans l'accès aux services publics.

La CGT, FO, la FSU et Solidaires 02 dénoncent les nouvelles menaces que fait peser sur les droits et libertés des salariés, des jeunes et retraités, le projet de loi sur le pass vaccinal, d'autant plus que le président Macron a déclaré ouvertement son « envie » d'« emmerder » ceux qui ne s'y soumettraient pas, opposant ainsi les vaccinés aux non-vaccinés. Pour la CGT, FO, la FSU et Solidaires 02, vaccinés ou non, les salariés, les jeunes et retraités ne sont pas responsables de la crise sanitaire.

Le 5 octobre 2021, des centaines de salariés du public et du privé, de jeunes et de retraités à Laon, Hirson, Saint Quentin et Soissons, des dizaines de milliers dans tout le pays, ont fait grève et ont manifesté pour l'augmentation des salaires, la défense des emplois dans le public et le privé, et le rétablissement de tous les droits et libertés pour la jeunesse comme pour le monde du travail. Jusqu'au mois de décembre, dans de nombreux secteurs les salariés n'ont cessé de se mobiliser pour exiger l'augmentation des salaires et défendre les emplois et les conditions de travail.

POUR LA CGT, FO, LA FSU ET SOLIDAIRES 02, CES REVENDICATIONS RESTENT À L'ORDRE DU JOUR. ELLES SOUTIENNENT L'ENSEMBLE DES MOBILISATIONS EN COURS EN FRANCE MÉTROPOLITAINE ET DANS LES DOM TOM. ELLES APPELLENT L'ENSEMBLE DES SALARIÉS DU PUBLIC ET DU PRIVÉ, DES DEMANDEURS D'EMPLOI, DES JEUNES ET DES RETRAITÉS DU DÉPARTEMENT À RÉPONDRE MASSIVEMENT À L'APPEL INTERSYNDICAL NATIONAL CGT, FO, FSU, SOLIDAIRES, FIDL, MNL, UNEF ET UNL À LA GRÈVE INTERPROFESSIONNELLE LE JEUDI 27 JANVIER POUR :

- L'AUGMENTATION IMMÉDIATE DE TOUS LES SALAIRES DU PRIVÉ COMME DU PUBLIC, DES ALLOCATIONS POUR LES JEUNES EN FORMATION ET EN RECHERCHE D'EMPLOI ET DES PENSIONS DES RETRAITÉS ;
- LA DÉFENSE DES EMPLOIS (ARRÊT DES LICENCIEMENTS DANS LE PRIVÉ, DES SUPPRESSIONS D'EMPLOI DANS LE PUBLIC, ET CRÉATION DES EMPLOIS NÉCESSAIRES) ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL ;
- L'ABANDON DÉFINITIF DES RÉFORMES DE L'ASSURANCE CHÔMAGE ET DES RETRAITES ;
- LE RÉTABLISSEMENT DE TOUS LES DROITS ET LIBERTÉS POUR LA JEUNESSE COMME POUR LE MONDE DU TRAVAIL.

RASSEMBLEMENTS ET MANIFESTATIONS LE 27 JANVIER DANS L' AISNE

LAON	SAINT QUENTIN	SOISSONS
10H Place des Droits de l'Homme	15H Place du 8 octobre	14H Place de la République